

23/07/2015



**JUSTICE ET PAIX** - La Centrafrique est un pays où les blessures sont encore vives. Pour preuve, la table ronde de ce 14 juillet au Parlement européen, laquelle a réuni politiciens, économiste, porte-parole, ambassadeur à l'appel de la communauté Sant'Egidio.

Le processus démocratique qui a été initié est long, très lent; il requiert patience et dialogue, respect et tolérance. Des qualités diplomatiques qui sont le propre des négociations placées sous la houlette de la communauté Sant'Egidio. Il importe, avant tout, de donner la parole aux acteurs locaux, pour qu'ils puissent se retrouver ensemble, en terrain neutre, loin des a priori partisans.

Le rôle joué par Sant'Egidio dans cette « *médiation difficile* » a été souligné par Louis Michel, qui a mis à disposition de la communauté un hémicycle du Parlement européen, le temps d'une matinée. Pour le ministre d'Etat, « *la République Centrafricaine risque de devenir une nation orpheline. Il y a une fatigue par rapport à la RCA qui est due aux crises à répétition et à sa classe politique de piètre qualité.* » Or, pour organiser les prochaines élections, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Un tel besoin de fonds conséquent et répété lasse les nations donatrices, alors même que « *les instances européennes ont déjà financé 530 millions d'euros en deux ans* ». Grand est le risque « *d'instrumentaliser le conflit et qu'il ne devienne un conflit interreligieux* »

Porte-parole de la communauté musulmane, Ibrahim Hassan Frede, a souligné combien les dissensions actuelles ont été suscitées par les responsables politiques. Il s'agit ni plus ni moins d'un « *conflit instrumentalisé par les hommes politiques* ». La population civile se trouve « *en danger* »

. Pire,  
« *elle s'entretue* »

.  
« *La politique est venue nous diviser. Nous sommes fatigués.* »  
Et de souligner comme

« *la ville de Bangui est devenue une ville de rumeurs* »

, où la violence se propage au gré des bruits ou des colères. Ainsi, en est-il de l'interdiction faite aux musulmans d'enterrer leurs morts dans les cimetières de la capitale.

« *C'est un piège* »

, prévient-il. Pourtant, dans ce tableau sombre, ce musulman confie les rencontres organisées par des citoyens chrétiens et musulmans, en quête de dialogue.

C'est toute une partie de l'Afrique qui n'a « *plus le sommeil tranquille* », tant les risques d'extension du conflit sont grands, observe un Camerounais présent dans l'assemblée.

« *Aucune strate de la société n'est épargnée par la misère. Aujourd'hui, la*

[République de Centrafrique](#)

*est un pays sous tutelle avec 12.000 casques bleus. La communauté internationale prend en charge le paiement des salaires. C'est un pays qui doit renaître. Sa classe politique est le reflet de ses contradictions* »

, commente encore Prosper N'Douba, un ancien ministre reconverti en rédacteur en chef du blog Centrafrique-Presse.

Si les tensions sont perceptibles, même dans la salle du Parlement où siège la diaspora, la venue du pape François en novembre prochain réjouit l'ensemble des participants. Car comme le rappelle Mauro Garofalo, de la communauté Sant'Egidio, « *le pape commence ses voyages par la périphérie du monde* » . Et

finalement,

« *l'avenir du pays ne se trouve pas dans son homogénéisation, mais dans le vivre ensemble avec respect et amour.* »

Source: InfoCatho.be